



Déclaration liminaire du CDEN du 3 SEPTEMBRE 2024

Mr le Préfet,

Mme la Directrice Académique,

Mr le Président du Conseil Départemental,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

L'année scolaire passée s'est terminée dans un contexte politique inédit avec la menace de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. L'issue des élections législatives a été une forme de soulagement, général mais plus particulièrement pour la communauté éducative, dont les valeurs sont antinomiques avec celle d'une extrême-droite qui dans l'histoire n'a jamais été au service de l'émancipation et de l'égalité. Rompant avec ses habitudes, la FSU et ses syndicats nationaux, ont été particulièrement actifs lors des dernières élections législatives, pour soutenir un changement de cap politique en faveur d'une école publique plus juste et mieux dotée. Si la situation politique est complexe, les résultats des élections ont clairement montré un rejet des politiques menées par les gouvernements Macron. Ces résultats confirment aussi malheureusement l'audience grandissante de l'extrême droite, nourrie par des logiques libérales qui créent de l'inégalité, qui alimentent le sentiment d'abandon, et renforcée par des discours favorisant la libération de la parole raciste, sexiste et LGBTIphobe. Combattre l'extrême droite passe par une lutte contre toutes les discriminations. La FSU y prendra toute sa place.

Cette rentrée 2024 se déroule dans un contexte tout aussi inédit que celui de sa sortie puisque marquée par la présence d'une ministre démissionnaire de l'Éducation nationale qui n'a aucune légitimité.

Au point d'ailleurs qu'elle se retrouve dans une forme de schizophrénie politique : elle défend ainsi la continuité de la politique éducative pourtant désavouée depuis des mois et des mois par l'ensemble des organisations syndicales et même plus largement si l'on fait le bilan des votes en Conseil supérieur de l'Éducation ; et, sur le départ, elle se livre à un désaveu à peine implicite en soulignant que les lettres de cadrage envoyées par le premier ministre démissionnaire ne sont pas tenables quand c'est d'un budget qui relève du véritable investissement qui est nécessaire.

La rentrée s'annonce donc très inquiétante pour l'école publique et l'ensemble des collègues. La détérioration des conditions de travail, les réformes successives non adaptées aux besoins réels, et le manque flagrant de moyens, notamment pour assurer une inclusion scolaire digne de ce nom, ont continué d'éroder l'engagement et la motivation des personnels. Dans un contexte où les personnels sont dévalorisés, subissant à la fois un déclassement salarial et une dégradation continue des conditions d'exercice de leur métier, le sous-financement chronique affaiblit notre système éducatif.

C'est alors la question qui se pose à chaque rentrée : y aura-t-il un·e enseignant·e devant chaque classe ? Oui, non, peut-être, la réponse dépend de si l'on s'adresse à la ministre de l'Éducation nationale démissionnaire,

aux rectorats ou aux syndicats. Mais depuis que cette ambition est affirmée comme un mantra sur la scène médiatique, chacun aura pu constater que la réalité était bien éloignée de cet élément de langage destiné à occulter les difficultés profondes de l'Éducation Nationale.

Illustrons avec les chiffres du second degré : dès septembre et pendant de longues semaines (29 jours en moyenne) des élèves n'auront pas d'enseignant·es. La question n'est donc pas celle du remplacement éphémère, au pied levé, de n'importe qui, n'importe comment, mais de faire face aux besoins pérennes d'enseignements de qualité pour tout·es les élèves, partout, tout le temps. Les données budgétaires sont claires : il manque de plus en plus et de plus en plus longtemps de professeur·es à la rentrée. La hausse du nombre de postes vacants est de 35 % et celle de la durée de vacances de 27 % (entre les rentrées 2018 et 2023)

Et cette question dépasse en réalité le cadre de la rentrée puisqu'elle se pose de fait au long de l'année avec une pénurie de personnels qui touche aussi les métiers de la vie scolaire, du médical, les AESH et les agents de la fonction publique et ce, au détriment des élèves. En ce qui concerne le secteur social alors que les statistiques révèlent des chiffres alarmants : harcèlement (3 par classe), violences sexuelles (3 par classe), décès liés aux violences intrafamiliales (1 enfant tous les 5 jours). Paradoxalement c'est encore une rentrée sans aucun moyen supplémentaire pour le service social en faveur des élèves et du personnel.

Nous l'avons dit, redit et nous le réaffirmons aujourd'hui : la question salariale demeure une question cruciale et tant que les métiers de l'éducation n'auront pas été revalorisés, la crise de recrutement sera là. Un an après la mise en place du « Pacte enseignant » qui devait permettre de « booster » la rémunération mensuelle des enseignant·es en acceptant des tâches supplémentaires, et malgré une ministre de l'EN démissionnaire qui a affirmé de son succès, une récente note de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (Depp) du ministère de l'éducation nationale prouve le contraire. Dans les collèges et lycées, en effet, seulement 3 enseignant·es sur 10 (29%) s'étaient engagé·es dans le pacte à la rentrée 2023, dont 48% dans le secteur privé sous contrat et 23% dans le public. De plus, comme le craignait la FSU les inégalités entre les hommes et les femmes s'accroissent, puisque ces dernières sont moins nombreuses et moins disponibles pour effectuer des missions supplémentaires.

En cette rentrée, chacun, chacune l'aura compris, nous avons encore toutes les raisons d'être en colère : l'école de la confiance, le choc des savoirs avec son tri social, l'individualisation à outrance, des programmes délétères, des manuels labellisés synonymes de taylorisation du travail enseignant, les injonctions, les évaluations d'écoles, réformes du lycée, parcoursup qui malmènent professeurs et élèves, rien n'a changé alors qu'il est urgentissime que tout change.

Les ajustements de carte scolaire du 1^{er} degré dont nous allons discuter en sont une nouvelle illustration. On continue sur la même voie : fragilisation des petites écoles rurales, de certaines écoles du REP ou en QPV que l'on souhaiterait voir doucement disparaître, en s'éloignant des problématiques territoriales, alors que de plus grosses écoles sont préservées, que d'autres choix sont possibles afin de permettre les quelques ouvertures nécessaires. Un remplacement qui ne cesse d'années en années de se dégrader mettant à mal la continuité d'un service public et les conditions de travail. Le plus beau métier du monde ne fait plus rêver.

Face à la mobilisation, certaines mesures ont été « euphémisées » ; d'autres ont été reportées du fait de la situation politique et de l'inertie induite (report des nouveaux programmes et de la labellisation des manuels, coup d'arrêt de la réforme de la formation initiale) : mais c'est loin des attentes de la profession qui continue notamment en cette rentrée de dénoncer tout ce qui relève du choc des savoirs et son tri social. C'est le cas

de la généralisation des évaluations standardisées que le syndicat de la FSU-SNUipp appelle à boycotter et soutenu par le syndicat des inspectrice·urs de l'EN, le SUI-FSU. Et c'est pourquoi, quel que soit le nouveau gouvernement, une mobilisation est d'ores et déjà prévue le 10 septembre et l'intersyndicale appelle à une non-passation des évaluations nationales et à l'abandon du choc des savoirs.

Parce que nous continuons d'avoir la conviction de l'urgence d'une école dotée de moyens nouveaux au service des élèves, d'une école à l'écoute de ses personnels, d'une école émancipatrice qui forme des futurs·es citoyen·nes éclairé·es, nous continuerons d'intervenir avec force et énergie, ici, dans toutes autres les instances, et par toutes les mobilisations nécessaires.

Mais nous ne pouvons manquer d'alerter et reprendre une anecdote : Emmanuel Macron avait fait il y a quelques temps un usage erroné d'une expression connue en déclarant « *Certains prédisent le pire. Il ne faut jamais céder aux Cassandra* » : l'erreur étant de sous-entendre que Cassandra n'avait jamais raison dans ses prophéties alors que justement elle annonçait toujours ce qui allait arriver. Et comme l'actualité nous rattrape toujours un peu, on ne peut que citer les éléments médiatisés hier : le discours du recteur qui affirme qu'il n'y aura pas de classe dans l'académie en dessous de 23 élèves ce qui n'a pas manqué de nous surprendre ; en revanche ce qui ne nous a pas surpris est le résultat d'une enquête de France info sur le financement du second degré qui fait apparaître, comme nous l'avons souvent évoqué ici que le privé est mieux doté que le public alors même qu'il contribue moins à la mixité sociale et bénéficie par ailleurs de financement spécifique qui instaure une concurrence déloyale. C'est sans prétention et avec regret que nous pouvons dire que nous avons raison de dire que la politique menée couplée à un dialogue social malmené conduirait à la poussée d'une extrême droite qui se nourrit de la désespérance sociale. Il est temps que cela change.